



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 31/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRI METHA ENERGY

Lieu-dit Le Pain Blanc
77120 Beauthéil-Saints

Références : E/24-2943
Code AIOT : 0006520218

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement AGRI METHA ENERGY implanté au lieu-dit « Le Pain Blanc » à BEAUTHEIL-SAINTS (77120). L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à une plainte du 30 octobre 2024 d'un riverain de l'installation de méthanisation, faisant état d'émanations d'odeurs désagréables du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRI METHA ENERGY
- LE PAIN BLANC 77120 BEAUTHEIL-SAINTS
- Code AIOT : 0006520218
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGRI METHA ENERGY bénéficie de l'arrêt préfectoral d'enregistrement n° 2019/DRIEE/UD77/066 du 26 juillet 2019 pour exploiter sur le territoire de Beauthel - Saints une installation de méthanisation et 4 lagunes déportées de stockage de digestats.

La capacité de traitement de cette installation est de 30 000 t/an (82,2 t/j) de déchets de végétaux et autres matières végétales, et de 4 500 t/an (12,3 t/j) de biodéchets.

La capacité de production de biogaz de cette installation est de 14 000 Nm³/j (600 Nm³/h).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Information préalable	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance et astreinte	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	Sans objet
2	Enregistrement lors de l'admission	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29	Sans objet
3	Enregistrement des sorties de déchets et de digestats	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29	Sans objet
5	Stockage du digestat	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	Sans objet
6	Système d'épuration du biogaz	Code de l'environnement du 12/08/2010, article 47	Sans objet
7	Prévention des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant satisfait globalement aux dispositions réglementaires contrôlées.

La certification RED 2 de l'exploitant participe à la qualité du suivi du site. Toutefois, cette certification complète mais ne se substitue pas aux prescriptions réglementaires applicables à l'installation classée pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance et astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9
Prescription contrôlée : « Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. » L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, « d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées » par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. « Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. » Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure écrite qui décrit l'organisation de la surveillance et de l'astreinte. L'astreinte est assurée par les 5 associés de la société. Les alarmes sont reportées sur les téléphones personnels des personnes d'astreinte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Enregistrement lors de l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29
Prescription contrôlée : Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement : - de leur désignation ; - de la date de réception ; - du tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, du volume ; - du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ; - le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés. L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée. Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.
Constats : L'exploitant tient un registre des déchets et matières admis dans l'installation. L'exploitant est certifié RED2, condition nécessaire pour l'accès aux tarifs de rachat du

biométhane produit par l'installation de méthanisation.
La tenue du registre des déchets est également vérifiée dans le cadre de la certification.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Enregistrement des sorties de déchets et des digestats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un bilan annuel de la production de déchets et de digestats et tient en outre à jour un registre de sortie mentionnant la destination des digestats : mise sur le marché conformément aux articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural, épandage, traitement (compostage, séchage...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration...) et en précisant les coordonnées du destinataire.

Constats :

L'exploitant tient un cahier d'épandage des digestats épandus.
Ce cahier d'épandage mentionne l'ensemble des éléments visés à l'annexe I, g° de l'arrêté ministériel du 12/08/2010, à l'exception 1) de la quantité d'azote global épandue toutes origines confondues, et 2) de l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les digestats.
Toutefois, ces informations sont d'après l'exploitant disponibles dans les fermes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29

Prescription contrôlée :

« L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.

« Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

« L'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :

« - source et origine de la matière ; « - données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ; « - dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009, l'indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ; « - son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ; « - les conditions de son transport ; « - le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; « - le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.

« L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière. »

Constats :

L'exploitant reçoit annuellement une information préalable de ses fournisseurs, dont le cadre est formaté par la norme RED2 d'après l'exploitant.

Ce cadre ne comporte toutefois pas les renseignements réglementaires suivants : la composition de la matière (matière sèche et matières organiques), les conditions de transports, le code du déchet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que les fournisseurs transmettent annuellement les renseignements réglementaires non spécifiés dans la trame de l'information préalable formatée par la norme RED2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'actions correctives

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Stockage du digestat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produite sur une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son épandage est soit impossible, soit interdit, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et qu'il est en mesure d'en justifier en permanence la disponibilité.

La période de stockage prise en compte ne peut pas être inférieure à quatre mois.

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas sources de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage de digestats liquides ou d'effluents d'élevage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. Lorsque le stockage se fait à l'air libre, les ouvrages sont entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.

« Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.

« Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, les stockages non couverts doivent, au 1er janvier 2022, faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestat produites avant les événements

pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements. Ces mesures sont annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35. »
Constats : L'exploitant déclare ne pas remplir ses bassins de stockage des digestats à ras bord ; une garde de 70 cm est conservée dans chaque bassin pour éviter tout risque de débordement et de déversement dans le milieu naturel. Les bassins de stockage de digestats ne sont pas couverts ; ils ont été dimensionnés sur la base de la pluie annuelle moyenne. Le dossier complet de demande d'enregistrement ayant été déposé avant le 1er juillet 2021, la mesure organisationnelle prise pour tenir compte des situations météorologiques décennales est la conservation de la garde de 70 cm précitée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Système d'épuration du biogaz

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/08/2010, article 47
Thème(s) : Risques chroniques, Système d'épuration du biogaz
Prescription contrôlée : « Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à : « - 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm ³ /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit. « - 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm ³ /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit. » « Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle. »
Constats : Le test de performance réalisé le 02/02/2024 sur 24h a mis en évidence des teneurs en méthane sur le biogaz brut, dans les gaz d'effluents, compris entre 6 870 et 7 276 ppm. Le taux réglementaire de 1% de méthane dans les gaz d'effluents par rapport au biométhane produit a été respecté le jour de l'analyse. Ce taux étant abaissé à 0,5% à compter du 1er janvier 2025, l'exploitant déclare que le dispositif de traitement du biométhane sera adapté pour respecter ce nouveau seuil.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des nuisances odorantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances odorantes
Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour et joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 35 un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées.

« L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.

« Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

[...]

L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.

Constats :

L'exploitant ne tient pas de cahier de conduite de l'installation en lien avec les opérations critiques.

Selon l'exploitant, les opérations critiques se limitent notamment à l'épandage des digestats, le transfert de digestats entre lagune, le changement d'agitateurs ; ces opérations, bien que non reportées sur un cahier, sont tracées par ailleurs par l'exploitant (cahier d'épandage, etc.)

L'exploitant tient à jour un registre des plaintes sur lequel sont reportées les signalements et l'éventuelle origine des nuisances. La plainte du 30/10/2024 figure dans ce registre, ainsi qu'un signalement en date du 06/10/2024 du même riverain toujours au sujet de nuisances olfactives ; pour ce dernier signalement, aucune cause aux nuisances olfactives n'a été identifiée après diagnostic.

Concernant la plainte du 30/10/2024, l'exploitant prévoit de répondre au riverain par écrit.

L'exploitant prévient l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage des digestats par la mise en place d'agitateurs.

Type de suites proposées : sans suite